Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction mobilité, emplois,carrières** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDMEC/2016-830** **27/10/2016**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 2

Objet : Appel à candidature : 2 postes dans le 2ème cercle

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Direction générale du Trésor
Politique commerciale et investissement (Multicom)
Bureau Investissements et règles dans le commerce international :

1 poste d'adjoint(e) au chef du bureau, chargé(e) du suivi des barrières non tarifaires (sanitaires et phytosanitaires notamment) et des biotechnologies dans le cadre du commerce des produits agricoles et agro-alimentaires (catégorie A+) à Paris 12ème.

Date limite de candidature : 23 novembre 2016

Office National des Forêts (ONF)
Direction Territoriale Ile de France et Nord-Ouest :

1 poste de directeur de l'agence territoriale du Nord et du Pas de Calais (catégorie A) (F/H) à Lille (59).

Date limite de candidature : 10 novembre 2016

L'adjoint à la sous-directrice mobilité, emplois et carrières

Patrice CHAZAL

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

FICHE DE POSTE

(à diffuser au format PDF)

IDENTIFICATION DU POSTE

DIRECTION OU SERVICE (sigle) **: DG Trésor**

INTITULÉ DU POSTE : *Adjoint(e) au chef du bureau, chargé(e) du suivi des barrières non tarifaires (sanitaires et phytosanitaires notamment) et des biotechnologies dans le cadre du commerce des produits agricoles et agro-alimentaires*

CATÉGORIE (OU CORPS/GRADE) **:** A+ ☐ **EMPLOI DE CHEF DE MISSION** **COTATION DU POSTE [1] :** 3

*La cotation du poste sera évoquée lors de l'entretien avec le BRHS

FAMILLE(S) PROFESSIONNELLE(S) [2]

Développement économique / A l'international

INTITULÉ DU (DES) MÉTIERS [2]

Conseiller(ère) négociateur(rice) Europe/International

DOMAINE D'ACTIVITÉ (pour les familles « Pilotage /management » et « Aide au pilotage »)

CONTEXTE DU RECRUTEMENT (*activer les cases souhaitées dans le menu « propriétés »*)

Création ☐ Modification ☐ Remplacement ☐ Poste vacant ☐ Poste vacant sous réserve de départ ☐ A compter du / depuis le

Nom du titulaire précédent ou actuel : Myriam CARPENTIER

DURÉE D'OCCUPATION SOUHAITABLE DU POSTE **durée minimale :** 2 ans **durée maximale :** 4 ans

LOCALISATION ADMINISTRATIVE ET GÉOGRAPHIQUE

Direction ou service :	Direction générale du Trésor
Sous-direction :	Politique commerciale et investissement (Multicom)
Bureau et secteur :	Bureau Investissements et règles dans le commerce international
Adresse :	139 rue de Bercy - 75012 PARIS

Informations complémentaires : Métro (1 - 6 - 14) - RER (A - D) - Parking - Restaurant administratif

LE POSTE ET SON ENVIRONNEMENT

DESCRIPTION DU SERVICE : missions, organisation et nombre d'agents :

Le Bureau Multicom 2 suit les questions relatives aux investissements, dans les domaines de compétence de la Direction générale, en liaison avec les autres administrations concernées. Il négocie les accords bilatéraux de protection des investissements, coordonne la position française dans les négociations d'accords de protection des investissements de l'Union européenne avec les Etats tiers et, à ce titre, siège au Comité de politique commerciale dans son format «investissement ». Il suit les négociations multilatérales ou régionales relatives à l'investissement et siège pour la France au Comité de l'OCDE. Il est aussi en charge de la gestion de la procédure relative aux autorisations d'investissement étranger en France.

Le Bureau Multicom 2 est chargé, dans le cadre des attributions de la Direction générale, de l'identification et du traitement des barrières au commerce dans tous les secteurs et des difficultés d'accès au marché de nos entreprises. Il assure, tant à l'OMC que dans les autres enceintes internationales concernées, le suivi des questions d'accès au marché au sens large (obstacles techniques au commerce, propriété intellectuelle, obstacles sanitaires et phytosanitaires), assure le suivi de la mise en œuvre des accords de l'OMC (Accord OTC, accord SPS, accord ADPIC) et des accords de libre échange conclus. Il participe à l'élaboration des positions françaises et siège dans les instances spécialisées à l'OMC, à l'OMPI, à l'OCDE et à Bruxelles (MAAC etc..) pour les matières relevant de la compétence de la Direction générale. Il assure une coordination étroite avec les Services économiques et les autres Administrations ainsi que les représentants de la société civile. Il assure l'animation du réseau des Services économiques pour ces thématiques y compris les attachés et spécialistes agricoles, et les conseillers de l'INPI.

Il est également responsable du suivi de la thématique Commerce et développement durable, environnement et RSE, et vise à établir des règles de concurrence plus équitables dans le commerce international. Il assure le suivi de ces thématiques dans les diverses enceintes (G20, G7, OCDE, OMC, UE..) et dans le cadre des négociations multilatérales et de libre échange (chapitres dédiés). Il suit les thématiques liées à l'insertion des PED dans le commerce international et notamment le Règlement européen de "schéma pluriannuel de préférences tarifaires généralisées" (SPG) et les accords de partenariat économique avec les pays ACP. Il est en charge du suivi des programmes d'aide au commerce pour soutenir la participation des pays en développement dans le commerce.

DESCRIPTION DU POSTE : missions, attributions et activités

Pour les attachés d'administration, les chefs de mission et les traducteurs (niveaux de fonctions de 1 à 5)

[2] Se référer au référentiel des métiers de l'administration centrale des ministères économique et financier (RMAC), consultable sur Alizé (Ressources humaines > Recrutement / parcours professionnel > découvrir les métiers de l'AC) .

[3] En plus du RMAC, le dictionnaire interministériel des compétences des métiers de l'Etat (*http://www.fonction-publique.gouv.fr/publications/collection-politiques-demploi-public-1*) peut également être utilisé pour choisir les compétences nécessaires pour le poste.

Le (la) titulaire du poste sera particulièrement chargé(e) de :
•Mise en œuvre du droit commercial international dans le domaine de la santé publique (aspects sanitaires, phytosanitaires, environnementaux, sociétaux et relatifs aux biotechnologies). Analyse de la compatibilité des projets communautaires et français dans ces domaines au regard du droit de l'OMC, et de leurs conséquences commerciales.
•Suivi des négociations dans le domaine sanitaire et phytosanitaire ainsi que les discussions relatives aux biotechnologies au niveau national, bilatéral (accords UE/pays tiers, négociations bilatérales françaises), communautaire et multilatéral (OMC, comité SPS, OIE, Codex Alimentarius, CIPV, Protocole de Carthagène). Analyse des conséquences commerciales.
• Expertise en cas de crise en matière de santé publique et analyse des conséquences commerciales à destination du secrétariat d'Etat au commerce extérieur.
•Suivi de l'évolution des performances des filières animales à l'exportation, en lien avec les contraintes sanitaires et phytosanitaires, en relation avec les autres administrations, les professionnels et les Services économiques
• recensement, suivi et résolution des barrières non tarifaires sur les produits agricoles et agro-alimentaires notamment en matière SPS mais également OTC en lien avec le MAAF, France Agri Mer (comités export), la DGCCRF, le MEDDE, les services économiques et les professionnels
•Coordination des services économiques en matière de barrières non tarifaires notamment sanitaires et phytosanitaires, en relation avec les autres administrations concernées ; animation et administration du forum de la DG Trésor ;
•Participation à l'alimentation du site internet et aux formations effectuées par le bureau, notamment sur les sujets sanitaires, phytosanitaires et les biotechnologies.

Chaque agent de la DG Trésor doit partager les valeurs qui l'animent : l'engagement, l'ouverture, l'esprit d'équipe et la loyauté.

Principales activités

☒ Pilotage	☒ Rédaction	☒ Conseil	☐ Gestion de procédures	☐ Secrétariat
☐ Encadrement	☒ Études, recherches	☒ Animation	☐ Contrôle, vérification	☐ Information, accueil
☒ Coordination	☒ Veille	☒ Conception	☐ Saisie informatique	☐ Classement, archivage

Autres (préciser) :

EXEMPLES DE DOSSIERS TRAITÉS RÉCEMMENT / QUELQUES DOSSIERS A VENIR

suivi des impacts à l'OMC et sur le commerce international du projet d'affichage environnemental des produits,
évolution de la réglementation européenne sur les OGM,
préparation et suivi des négociations commerciales : Japon, Etats-Unis
suivi de l'accession à l'OMC de la fédération de Russie - chapitre SPS et barrières commerciales
préparation des commissions mixtes et dossiers Ministre pour le volet SPS

Relations fonctionnelles avec :

☒ les autres services de la direction	☒ les services déconcentrés	☒ d'autres ministères
☒ les agents du ministère	☒ les cabinets ministériels	☒ des organismes étrangers
☒ les autres directions	☒ le secteur privé	☒ des établissements publics

Principaux interlocuteurs : ministère de l'agriculture, DGCCRF, ministère de l'écologie, France Agrimer, réseau des conseillers agricoles et services économiques, autres bureaux de la DG Tresor

CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXERCICE

Grande disponiblité attendue
réunions à Bruxelles : groupes de travail avec la commission européenne
comité SPS de l'OMC (Genève)

LES COMPÉTENCES MISES EN OEUVRE

SAVOIRS [3]	NIVEAU DE COMPÉTENCE ATTENDU SUR LE POSTE*	
Questions commerciales bilatérales et internationales	niveau pratique	requis immédiatement
Connaissance du domaine agricole et agro-alimentaire	niveau pratique	Requis immédiatement
Anglais	Niveau maitrise	requis immédiatement
Connaissance des acteurs (DGAL)	niveau pratique	Requis immédiatement
Fonctionnement des institutions (France et UE - internationales)	Niveau pratique	REQUIS IMMEDIATEMENT

SAVOIR-FAIRE [3]	NIVEAU DE COMPÉTENCE ATTENDU SUR LE POSTE*	
Capacités de synthèse	niveau maîtrise	requis immédiatement
Capacités rédactionnelles	niveau maîtrise	requis immédiatement
Qualités relationnelles	niveau maîtrise	requis immédiatement

Pour les attachés d'administration, les chefs de mission et les traducteurs (niveaux de fonctions de 1 à 5)

[2] Se référer au référentiel des métiers de l'administration centrale des ministères économique et financier (RMAC), consultable sur Alizé (Ressources humaines > Recrutement / parcours professionnel > découvrir les métiers de l'AC) .

[3] En plus du RMAC, le dictionnaire interministériel des compétences des métiers de l'Etat (*http://www.fonction-publique.gouv.fr/publications/collection-politiques-demploi-public-1*) peut également être utilisé pour choisir les compétences nécessaires pour le poste.

SAVOIR-ETRE [3]	**- **Initiation** : connaissances élémentaires, notions, capacité à faire mais en étant tutoré* *- **Pratique** : connaissances générales, capacité à traiter de façon autonome les situations courantes* *- **Maîtrise** : connaissances approfondies, capacité à traiter de façon autonome les situations complexes ou inhabituelles* *- **Expertise** : domine le sujet, voire est capable de le faire évoluer, capacité à former et/ou d'être tuteur*
Aptitude au travail en équipe	
Grande disponibilité et réactivité	

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Profil souhaité : inspecteur de la santé publique vétérinaire.

VOS CONTACTS RH *(nom, prénom, fonction, téléphone, adresse électronique)*

LIANG-CHAMPRENAULT Valérie - Chef de bureau - 01.44.87.73.99 - valerie.liang-champrenault@dgtresor.gouv.fr
CARPENTIER Myriam - Titulaire du poste - 01.44.87.20.48 - myriam.carpentier@dgtresor.gouv.fr
VERNAY Julie - Contact RH - 01.44.87.14.25 - julie.vernay@dgtresor.gouv.fr

Date de mise à jour : 05/10/2016

3

Pour les attachés d'administration, les chefs de mission et les traducteurs (niveaux de fonctions de 1 à 5)

[2] Se référer au référentiel des métiers de l'administration centrale des ministères économique et financier (RMAC), consultable sur Alizé (Ressources humaines > Recrutement / parcours professionnel > découvrir les métiers de l'AC) .

[3] En plus du RMAC, le dictionnaire interministériel des compétences des métiers de l'Etat (*http://www.fonction-publique.gouv.fr/publications/collection-politiques-demploi-public-1*) peut également être utilisé pour choisir les compétences nécessaires pour le poste.

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.

Office National des Forêts
Direction Territoriale Ile de France et Nord-Ouest

Directeur de l'Agence Territoriale du Nord et du Pas de Calais

à : 24 rue Henri Loyer BP 46 59004 Lille

N° du poste : 13634 **Catégorie : A : IPEF confirmé, ICEPEF, IDAE confirmé, AAP confirmé, AAHC**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : A3	**Cotation part fonction PFR:**
Poste susceptible d'être vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	Agence territoriale Nord et Pas-de-Calais comportant 3 UT, 31500 ha de forêts domaniales, 5000 ha AFR dont certaines appartenant aux grandes collectivités (Conseil Départemental, Communauté d'Agglomération, Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres, etc...). Enjeux de production, environnementaux et sociaux élevés (50 % N2000, 3 PNR). 230 000 m3 de bois désignés (dont 50 000 m3 façonnés bord de route), 2,5 millions € de travaux mis en oeuvre en FD et 150 000 € en AFR. Enjeux cynégétiques importants (3 millions €) et équilibre forêt-gibier à maintenir ou restaurer sur certains sites. 2 lots de chasse en licence ONF . L'agence qui compte 55 collaborateurs, est organisée en 3 unités territoriales (33 personnes), un service Forêt, un service Bois, un service Environnement et accueil du public ainsi qu'un service général (22 personnes) et une UP grands comptes RFS (1 000 000 €) sur le territoire.
Objectifs du poste	Piloter et contrôler la gestion durable et la production des forêts publiques ainsi que les activités commerciales de l'agence, dans le cadre du contrat de gestion négocié avec le Directeur Territorial.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	-Piloter la gestion durable des forêts et développer la production de biens et de services dans les différents domaines d'activité afin d'atteindre les objectifs notamment en matière d'aménagements forestiers, de récolte et commercialisation des bois, d'activités conventionnelles et d'aménagement liées à l'accueil des publics. - Organiser et suivre l'activité au sein de l'agence, en particulier négocier les contrats d'action avec les unités territoriales et les services de production en agence.
Champ relationnel du poste	- Assurer le management de l'ensemble des équipes de production et de soutien. - Assurer les relations institutionnelles avec les grandes collectivités locales sur l'ensemble des départements du Nord et Pas de Calais et les autres partenaires et parties intéressées.

Compétences liées au poste	**Savoirs :**	**Savoir-faire :**
	-Savoir manager et piloter une organisation sous ses différents aspects. - savoir assurer avec fiabilité une représentation de bon niveau . - Connaissance du milieu de l'environnement et de sa gestion.	-Compétences en animation d'équipe. Sens de la négociation. Sens des relations publiques.
Personnes à contacter	M. Eric GOULOUZELLE Directeur Territorial courriel : eric.goulouzelle@onf.fr	
MODALITE DE CANDIDATURE	Adresser un CV et une lettre de motivation à eric.goulouzelle@onf.fr copie à nathalie.cantin@onf.fr La date limite de candidature est fixée au **10 novembre 2016**	